



POLITIQUE CULTURELLE ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

ENTRETIEN ► FLORIAN SALAZAR-MARTIN

AMBITION CONTRE RÉSIGNATION

Florian Salazar-Martin est président de la Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture, qui œuvre à faire vivre et résister la culture au cœur des politiques locales.

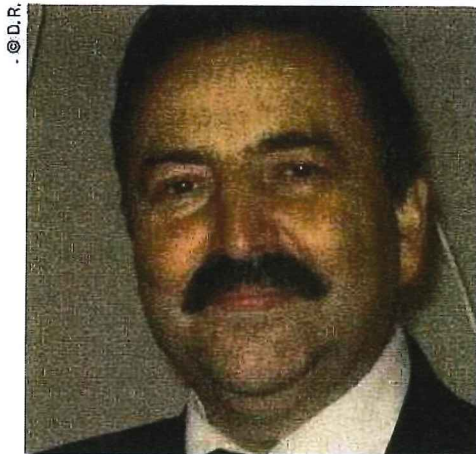
Vous appelez à amplifier l'élan du 11 janvier dans les politiques culturelles. Que préconise la FNCC ?

Florian Salazar-Martin : Tout d'abord avoir la volonté de ne pas renoncer à tout ce que nous avons construit d'utile durant toutes ces décennies en terme d'arts et de culture, et en second lieu affirmer la reconnaissance des droits culturels, c'est-à-dire la reconnaissance de la valeur culturelle de chacun. L'esprit du 11 janvier montre objectivement le besoin que tous contribuent culturellement à la construction d'une société profondément fraternelle, renouvelée sans doute dans son fonctionnement institutionnel, une société nouvelle dans laquelle la culture n'est plus une catégorie de la politique publique mais bien son esprit même. Nous avons besoin de partager un imaginaire commun abondé par la sensibilité de tous. Cette

reconnaissance, qui est aussi la reconnaissance de la diversité, de l'autre tout autant que la reconnaissance de soi, ne peut être travaillée qu'avec le concours des artistes, des professionnels, des médiateurs et des élus.

Que faire ?

F. S.-M. : Il ne s'agit pas d'instrumentaliser le travail des artistes mais que tout le monde s'imprègne, par la médiation, par l'exemple, par la contemplation, de leur savoir-faire de la liberté. Concrètement, cela suppose de mettre en résonance dans l'espace public, dans les institutions culturelles, dans la rue, à l'école ce que la FNCC appelle les « expressions citoyennes », et de construire une politique culturelle tout autre, qui ajoute à l'offre – ce qu'on appelle la démocratisation culturelle – l'écoute, la démocratie culturelle.



© D.R.

Qui est à même de répondre à cette exigence ?

F. S.-M. : Tout le monde. La culture c'est la liberté. Elle se travaille partout, avec tous, dans le dialogue avec les associations, entre les associations et les artistes, avec les gens, avec les syndicats, avec l'école. Et bien sûr avec les élus des collectivités dont le rôle est de créer les conditions de ces dialogues et la mise en valeur de leurs résultats. Nous voulons favoriser partout la mise en lien de toutes ces intelligences, au plus près des personnes, dans les territoires. Mais pour réellement convaincre, les mots ne suffisent pas. L'expérimentation est nécessaire. Il en existe d'innombrables qui donnent corps aux droits culturels. C'est une question politique.

“LE RESPECT DES VALEURS RÉPUBLICAINES PASSE PAR LE SENTIMENT DE LA NÉCESSITÉ DE L'ÉPANOUISSEMENT SENSIBLE DE CHACUN.”

FLORIAN SALAZAR-MARTIN

Faire comprendre que le respect des valeurs républicaines passe par le sentiment de la nécessité de l'épanouissement sensible de chacun. Les artistes le savent. Aujourd'hui, il est temps d'œuvrer à cette dimension plus largement. En matière de culture, l'exceptionnel doit devenir la règle, l'invention doit devenir une habitude.

Que faire, face à la baisse des moyens ?

F. S.-M. : Ces baisses sont injustes et elles ont déjà des conséquences importantes dans le domaine artistique et culturel. Nous sommes inquiets mais combatifs, car au-delà des pactes culturels signés entre l'Etat et certaines collectivités, nous devons repenser l'investissement culturel dans notre pays, sa place dans les politiques publiques et nous demandons à revoir la contribution financière des collectivités. Pas de résignation mais de l'ambition !

Propos recueillis par Catherine Robert